

Agriculture et matières premières agricoles par temps de guerres

Thierry Pouch

Depuis un quart de siècle, voire davantage, le secteur agricole est placé sous un éclairage particulier, celui du discrédit porté à l'endroit de ses pratiques culturales et d'élevage, qui ont contribué aux émissions de gaz à effet de serre (GES) et au réchauffement climatique. C'est pourquoi on peut trouver une vaste littérature appelant à un changement de paradigme productif. Une littérature qui est toutefois hétérogène, puisqu'elle contient et parfois oppose une approche institutionnelle des mutations à opérer dans le cadre par exemple des réformes successives de la Politique agricole commune de l'Union européenne, à une posture scientifique concentrée autour de travaux agronomiques, ou encore à une vision militante des bouleversements à accomplir pour se déprendre du modèle productif antérieur, classiquement nommé « productiviste », ou « intensif ».

En dépit de ces clivages, c'est finalement un changement d'époque qui serait attendu en matière de production mais aussi de consommation de produits agricoles et alimentaires. Un changement d'époque qui est pourtant loin de la linéarité escomptée. Il ne suffit pas en effet d'évaluer les conséquences sur le climat, les sols, les aliments, de soixante ans de modèle intensif, pour modifier, de surcroît sur une échelle de temps courte, à la fois les pratiques et les conditions de financement des mutations pour répondre aux enjeux climatiques. La théorie économique a sur cette problématique des grandes transformations des modèles productifs, souvent retenu l'idée de « sentier de dépendance » (*path dependency*) – lui-même complété par la tentation du *lock-in effect* – qui peuvent bloquer, entraver, ralentir, la dynamique du changement.

La perspective ouverte par la crise climatique et par l'épuisement de l'agriculture du fordisme, pour conduire les agriculteurs à modifier leurs pratiques, apparaît d'une certaine manière comme entravée, reportée dans le temps, voire reléguée au second plan depuis la guerre en Ukraine, et maintenant avec le conflit au Moyen-Orient¹. La géopolitique a en quelque sorte contrecarré l'ambition définie depuis 2019, à savoir, installer l'agriculture sur la voie de la décarbonation. L'agriculture, en tant qu'elle est une composante du mode de production capitaliste, est désormais prise dans le temps des guerres, et cela à plus d'un titre. La question qui est désormais posée est la suivante : comment rebondir sur le projet de verdissement de l'agriculture sans incorporer dans l'analyse la géopolitique et la géoéconomie ?

La guerre en Iran exacerbe en quelque sorte les tensions qui avaient surgi au début du conflit russo-ukrainien, bien que le contexte soit différent. Il s'agit d'une nouvelle phase de la crise internationale qui affecte directement le secteur agricole. On procédera ici par cercles

¹ Même dans le cadre de l'UE, le Pacte Vert n'est plus vraiment considéré comme une priorité, en dépit des propos de la Présidente de la Commission européenne. Voir par exemple J.-M. Aubert (2024), « De la 'ferme à la table' : raisons de l'échec et comment rebondir ? », *L'économie politique*, numéro 101, février-mars-avril, p. 73-82.

concentriques, en partant du national pour montrer que la guerre en Iran amplifie la crise agricole, pour traiter ensuite de l'international, et voir en quoi ce conflit comporte ou non des conditions néfastes pour la sécurité alimentaire dans le monde, et arriver enfin à relier cette guerre à la dynamique de recomposition des rapports de force agricoles dont les prémices étaient enclenchées au moment de l'affrontement russo-ukrainien.

Guerre en Iran et crise agricole nationale

Bien qu'elle revête une importance élevée, la problématique pétrolière ne résume pas à elle seule les risques inhérents à la guerre en Ukraine. L'activité agricole, par l'usage des engrais qu'elle effectue, est à l'origine d'un processus de transformation d'énergie. Le gaz naturel permet de produire de l'ammoniac, qui est l'ingrédient décisif pour fabriquer des engrais azotés. C'est pourquoi est établi un lien entre la guerre en Iran – et avant elle en Ukraine – et l'agriculture, non seulement sous l'angle des produits agricoles et alimentaires eux-mêmes, mais sous celui des consommations intermédiaires indispensables pour les produire et les acheminer sur les marchés.

La guerre en Iran a eu comme conséquence directe une envolée du prix des engrais, consécutive de la fermeture du Déroit d'Ormuz par lequel transitent en moyenne plus de 30 % de ces engrais azotés, avec des pics à 40 % sur le phosphore par exemple. Ce sont aussi plus de 5 % des céréales qui circulent par ce Déroit d'Ormuz, illustrant le processus déjà ancien de « maritimisation » des céréales et par voie de conséquence de la sécurité alimentaire mondiale. La guerre en Ukraine et celle menée en Iran ont mis au jour l'enjeu des détroits dans cette dynamique de circulation de navires chargés de denrées agricoles (Ormuz, Bosphore qui ouvre sur les pays de la Méditerranée dont on connaît le degré de dépendance alimentaire, Suez, Bab-el-Mandeb, sans oublier les terminaux portuaires de la Mer Noire),

Une telle configuration s'était déjà produite durant les premiers mois de la guerre en Ukraine, étant donné que la Russie est un grand pays producteur de gaz et exportateur d'engrais. La différence entre les deux périodes réside dans le fait que, en 2022, le cours des céréales, et du blé tendre en particulier, était tellement élevé (432 € la tonne) qu'il a permis d'absorber le choc du prix des intrants. En revanche, le même prix du blé tendre est aujourd'hui tellement bas (le cours du blé tendre se situe dans une fourchette de 180-200 € la tonne), qu'il n'est pas en mesure de compenser l'alourdissement du prix des intrants (énergie et engrais).

En effet, le prix de l'un des principaux engrais utilisé, l'urée, se situe aux alentours de 822 € la tonne (il était à 410 avant le début de la guerre en Iran, un prix jugé déjà assez élevé, en raison des taxes imposées par l'Union européenne sur les engrais importés de Russie et de Biélorussie, et de l'application du *Mécanisme d'ajustement carbone à la frontière*, MACF), soit un doublement depuis le début de la guerre en Iran. C'est donc une configuration bien différente de celle engendrée par la guerre en Ukraine, qui avait, au début, propulsé l'urée à plus de 1 000 € la tonne. Un surcoût compensé à l'époque par la flambée du prix des céréales. L'UE n'est pas à un paradoxe près pour autant, puisque la Russie, malgré les taxes imposées sur ses fertilisants, n'en reste pas moins le second fournisseur de l'UE en engrais, derrière l'Égypte et devant l'Algérie et les Pays-Bas.

De ce contexte guerrier, se dégage un premier enseignement. En élevant considérablement le degré d'interdépendance des nations, la mondialisation a en réalité conduit ces nations à renoncer à des productions, à se rendre dépendantes de fournisseurs extérieurs, à l'image de l'énergie ou des engrais. La guerre en Iran amplifie cette dépendance, redonnant ainsi un écho au message énoncé par John M. Keynes en 1933, dans son texte sur « L'autosuffisance nationale ». Dans ce texte, Keynes établit une sorte de bilan de la mondialisation de l'époque, celle qui s'enclencha à la fin du XIX^e siècle, et qui prit fin avec la Première guerre mondiale et surtout avec la Grande dépression.

Selon Keynes, au lieu de répandre la paix et le bien-être, le libre-échange n'a produit que le conflit et l'appauvrissement. Cela s'explique selon lui par l'esprit de conquête des marchés, des ressources, par la volonté de s'immiscer et de contrôler tout ou partie des structures économiques d'une autre nation, qui animent la politique d'un pays. Que le libre-échange produise l'inverse de ce pourquoi il a été construit, la paix, suggère à Keynes – dans un passage resté célèbre et qu'il nous faut citer *in extenso* – d'indiquer à son lecteur, avec la dose de nuance toute britannique, pourquoi il est préférable d'orienter la politique économique vers « l'autosuffisance nationale » :

« Je sympathise, par conséquent, avec ceux qui souhaiteraient réduire au minimum l'interdépendance entre les nations, plutôt qu'avec ceux qui souhaiteraient la porter à son maximum. Les idées, la connaissance, l'art, l'hospitalité, les voyages : ce sont là des choses qui, par nature, doivent être internationales. Mais produisons les marchandises chez nous chaque fois que c'est raisonnablement et pratiquement possible ; et, surtout, faisons en sorte que la finance soit en priorité nationale. Cependant, ceux qui veulent délivrer leur pays des liens internationaux dans lesquels ils sont pris, devront le faire lentement et prudemment. Il ne s'agit pas de déraciner la plante, mais de l'habituer patiemment à pousser dans une autre direction (pages 200-201, de l'édition française)².

Plus de quatre-vingt-dix ans après sa publication, le message de Keynes résonne jusqu'à nous. Avec la guerre en Ukraine puis en Iran, la notion de souveraineté économique n'a-t-elle pas en effet resurgi comme si le capitalisme français, parmi d'autres, prenait la mesure de l'échec de la mondialisation, restaure l'ambition de relocaliser des unités de production hier détruites, notamment pour fabriquer des engrais ? Il est même question de lancer un plan visant à former des stocks stratégiques d'engrais, comme il en existe pour les produits pétroliers.

Un second enseignement s'impose. La guerre en Iran prolonge et même amplifie la crise agricole en France, et appelle même à des analyses comparatives pour établir la situation des autres agricultures de l'UE bien-sûr, mais également de bien d'autres nations qui dépendent des engrais en provenance du Moyen-Orient pour produire, certes insuffisamment, mais pour produire quand même. L'impact économique de cette hausse du coût des engrais se situe dans la dégradation des résultats des exploitations agricoles, qui n'ont guère d'alternatives pour supporter cet alourdissement des prix des intrants (engrais, gazole non routier, énergie). Les calculs des ratios urée/blé et urée/maïs étaient respectivement de 2,7 et de 3,6, signifiant que le prix de l'urée était 2,7 fois supérieur au prix du blé, et 3,6 plus élevé que le cours du maïs.

² Keynes, John M. (1933), « National Self-Sufficiency », *The New Statesman and Nation*, in J. M. Keynes, *La pauvreté dans l'abondance*, textes réunis et traduits par L. Cordonnier, T. Demals, L. Duchêne, H. Philippon, N. Postel et F. Van de Velde, Paris, éditions Gallimard, coll. « Tel », p. 197-212.

Si la guerre en Iran avait à s'inscrire dans la durée, entretenant une spirale haussière des prix des intrants, les cas de faillites d'exploitations s'élèveraient, occasionnant une nouvelle phase de baisse du nombre d'agriculteurs et de la concentration de ceux qui subsisteraient. Au passage, les soutiens financiers octroyés par l'État, à l'évidence jugés insuffisants par les agriculteurs, sont nécessairement contraints par les niveaux du déficit budgétaire et de l'endettement français, d'autant plus que, avec les pressions inflationnistes, le taux d'intérêt sur les obligations à 10 ans est entré dans une phase de hausse. La proximité de l'élection présidentielle en France ne constitue pas une perspective propice à une nouvelle mobilisation des agriculteurs, laquelle ne serait alors que reportée dans le temps.

Enfin, et c'est le troisième enseignement à prendre en considération, la guerre en Iran exerce ses répercussions agricoles alors que la Commission européenne a lancé les négociations sur le Cadre financier pluriannuel (CFP) 2028-2034, contenant une réforme de la Politique agricole commune (PAC) dont la caractéristique est d'être amputée de moyens financiers pourtant indispensables pour préserver la capacité de production des États membres, et singulièrement de la France³. Alors qu'il n'est question que de restaurer des formes d'autonomies dans les approvisionnements de l'UE, en engrais, en énergie, et en protéines végétales, les ambitions de la Commission en matière d'agriculture se situent à l'opposé de ce qui serait impératif de réaliser, c'est-à-dire un maintien du budget de la PAC en ces temps de guerres. Les tensions déjà palpables au sein de l'UE sur la question du CFP et du budget à allouer à la PAC sont en quelque sorte la manifestation de celles existantes entre des fractions du capital, dont l'une, l'agriculture, est dominée par les autres, qui entendent amoindrir les financements dédiés à la PAC afin de mieux les réorienter vers des secteurs porteurs.

Le dernier enseignement qu'il est suggéré de retirer des tensions actuelles au Moyen-Orient a trait à l'accès aux engrais pour les pays en développement. Pakistan, Mozambique, Inde, Ethiopie, Egypte, Bangladesh, Kenya..., la liste des pays dépendants des engrais transitant par Ormuz est suffisamment longue pour questionner leur capacité à produire des denrées agricoles dans l'année qui vient, sachant qu'ils sont, pour la plupart, éloignés de l'autosuffisance alimentaire. Les pays frontaliers du Détroit d'Ormuz (E.A.U, Oman, Qatar, Bahreïn, Koweït...) sont eux aussi exposés au risque de l'insécurité alimentaire, leurs importations de produits agricoles et alimentaires (blé, maïs, orge, sucre, huiles végétales, riz) étant comprises entre 22 et 90 % du total de leur consommation domestique. En Iran, le conflit a occasionné un brusque alourdissement de l'inflation, en particulier pour les huiles végétales, le pain, et dans une moindre mesure pour la farine.

C'est pourquoi la FAO et le FMI ont publié une estimation sur la possible aggravation de l'insécurité alimentaire à la suite de la guerre en Iran. Le nombre de personnes touchés par la faim pourrait augmenter de quelque 45 à 50 millions. La crainte de voir surgir des « ouragans de famines » avait été énoncée lors du début de la guerre en Ukraine par le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres. En réalité, cette crainte ne s'était pas concrétisée, du fait d'une

³ En l'état actuel des discussions, le budget de la PAC diminuerait d'environ 15 à 20 %, passant de 386 milliards dans le CFP 2021-2027, à 294 milliards sur la période 2028-2034. Une donnée à prendre avec précaution, dans la mesure où le processus de réforme de la PAC fera l'objet, comme à chaque fois, d'un processus de trilogue entre la Commission, le parlement et le Conseil.

abondance d'offre mondiale de grains. Les disponibilités mondiales en grains (céréales et oléagineux), sont en effet très élevées depuis 2022, de l'ordre de 2,4 milliards de tonnes, et de plus de 800 millions de tonnes rien que pour le blé tendre. De plus, comparativement à 2022, les prix des céréales sont beaucoup moins élevés depuis 2025, ce qui réduit le coût des importations. Il convient donc de se projeter sur 2027. La pénurie d'engrais porterait en elle un amoindrissement des quantités produites en raison d'une baisse des rendements, le calendrier des semis et des récoltes ne pouvant bien entendu être reporté⁴.

Vers un bouleversement agricole mondial ?

Les guerres en Ukraine et en Iran ont pour caractéristique première d'être sous-tendues par une bataille pour le contrôle des matières premières, que beaucoup qualifient désormais de stratégiques, qu'elles soient énergétiques, minières ou agricoles. Cela atteste de l'orientation prise par la mondialisation, qui, originellement, devait faire cheminer les nations industrialisées sur la voie de l'économie de la connaissance, cheminement agrémenté d'une conviction, celle du caractère de moins en moins essentiel des ressources naturelles, puisque les biens technologiques, informationnels, étaient appelés à se substituer aux produits manufacturés. En d'autres termes, le cadre analytique qui permettait d'identifier les bienfaits de la mondialisation portait en lui une idéalisation du capitalisme. Avec les conflits en cours et leurs répercussions sur les économies et singulièrement sur le secteur agricole et sur la sécurité alimentaire, il s'agit de rétablir une approche en termes d'économie de la conflictualité et des rapports de force.

Au regard des guerres qui se sont succédé depuis plusieurs années, locales dans un premier temps, puis plus élargies par la suite, le propos relevait davantage de la rhétorique que de la réalité du capitalisme mondial⁵. En effet, ce que traduit la période actuelle réside dans l'impossibilité de poursuivre l'accumulation du capital sans un apport de matières premières. D'une certaine manière, la configuration actuelle des relations internationales n'est pas sans rappeler celle de la Première guerre mondiale, comme l'avait souligné Lénine dans son texte *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, daté de 1916. Dans la même veine, Hilferding avait rappelé que les transformations de la fin du XIX^e siècle avaient selon lui conduit à faire émerger des rivalités, puis à l'affrontement des nations dès le début du siècle suivant, tant sur le plan commercial que technologique⁶.

Avec la guerre en Iran, une nouvelle étape est manifestement franchie. Elle a trait à la dynamique de la « maritimisation » des échanges commerciaux de marchandises, qui est entravée par le blocage du Déroit d'Ormuz et par certaines attaques lancées par l'Iran contre des navires ou envers des infrastructures pétrolières ou des unités de production d'engrais. On avait déjà eu un aperçu de ces obstacles au début de la guerre en Ukraine, avec le blocage des

⁴ Cf. FAO (2026), « Global Agri Food Implications of the 2026 Conflict in the Middle East », FAO, *Information Note*, 15 March 2026.

⁵ Consulter l'ouvrage, en quelque sorte visionnaire, de Boyer, Robert (1984), *Une théorie du capitalisme est-elle possible ?* Paris, éditions Odile Jacob, voir également, du même auteur, « Une grande théorie est-elle encore possible ? », *Revue de philosophie économique*, volume 24, numéro 2, 2023, p. 213-236.

⁶ Voir Hilferding, Rudolf (1910), *Le capitalisme financier*, archives marxistes www.marxists.org (consulté le 15 mai 2026).

terminaux portuaires ukrainiens, et notamment celui d’Odessa, qui empêchait la circulation des navires chargés de grains, pour se diriger vers cet autre détroit stratégique, celui du Bosphore, qui ouvre la voie à la Méditerranée, dont la rive Sud est composée de nations très dépendantes de l’extérieur pour leurs approvisionnements alimentaires.

Dans le cas du Détroit d’Ormuz, c’est une grande partie de l’Asie qui voit ses approvisionnements en matières premières hypothéquées par le double contrôle exercé par les belligérants. La Chine dépend en tout premier lieu crucialement d’Ormuz pour ses besoins en produits de base. C’est pourquoi l’alliance avec la Russie est si décisive pour Pékin, dont l’obsession de la stabilité politique et sociale intérieure a inscrit l’agriculture au rang de priorité dans l’agenda du Parti communiste chinois. La Russie n’a pas seulement acheminé ses moyens militaires en Ukraine, elle a aussi mobilisé son pétrole, son gaz, ses engrais (l’urée en particulier dont elle est grande productrice) et son agriculture, pour s’insérer dans la hiérarchie des grands exportateurs mondiaux. S’agissant des engrais, la Russie s’est positionnée comme pourvoyeur d’urée, comme elle l’a fait en blé tendre, lui permettant de jouer un rôle décisif dans la sécurité alimentaire mondiale. La guerre en Iran, dont le point saillant est la fermeture du Détroit d’Ormuz, offre ainsi à la Fédération de Russie une opportunité supplémentaire pour s’affirmer sur la scène agricole mondiale. Qu’un groupe de pays en développement, africains par exemple, voient se contracter les productions en raison d’une insuffisance d’engrais, ils auraient pour réflexe de se tourner vers Moscou pour importer les produits agricoles nécessaires à la aux populations locales.

À l’opposé, on aurait pu penser que le Brésil se saisirait du désordre mondial ambiant du monde pour capter de nouvelles parts de marché. Étant lui-même très dépendant de l’extérieur pour ses engrais, et des pays du Golfe pour ses débouchés en produits agricoles et alimentaires (poulet, viande bovine, sucre, maïs, soja, sont écoulés vers l’Arabie Saoudite ou encore les Émirats Arabes Unis), le Brésil ne peut prétendre retirer tous les bénéfices économiques, agricoles, du conflit en Iran et aux alentours. Si la Russie peut en revanche profiter de la tension militaire et diplomatique entre les États-Unis et l’Iran sur les plans énergétique, agricole et sur celui des engrais, elle n’est pas en mesure de s’extraire de certains risques. Elle reste en effet vulnérable sur les semences (pour le maïs, le tournesol et la betterave sucrière dont elle est le premier producteur mondial), bien qu’elle ait investi depuis quelques années pour renforcer ce secteur et desserrer sa contrainte d’approvisionnement⁷.

Le conflit en Iran présente donc des différences substantielles avec le conflit en Ukraine. Celui-ci oppose en effet deux géants agricoles, tandis que la guerre en Iran concerne davantage des producteurs et des exportateurs d’engrais et affectent les utilisateurs de ces intrants. Après avoir chuté au début du conflit, les exportations russes d’engrais ont emprunté d’autres circuits maritimes – notamment via l’Inde – pour acheminer ses engrais, restaurant les niveaux des volumes exportés en 2023⁸. Dans l’hypothèse où le conflit s’étalerait sur une durée assez longue – plusieurs années – on assisterait à une fragmentation des circuits logistiques autour du Détroit d’Ormuz, qui, par la restructuration des flux commerciaux

⁷ Lire Abis, Sébastien et Pouch, Thierry (2023), *Géopolitique du sucre*, Paris, éditions IRIS.

⁸ Lire Arita, Shawn et Glauber, Joseph (2026), « Will the Iran Crisis Lead to another Round of Food Spikes ? », *IFPRI Blog Post*, April 7th.

qu'elle contiendrait, laisserait s'installer une insécurité alimentaire élargie, dont pourrait bénéficier la Russie en tant que première exportatrice mondiale de blé tendre.

Sur le plan des transitions énergétiques et écologiques, la fragmentation des circuits logistiques, articulée à une bataille enclenchée pour les engrais et sur les hydrocarbures, serait un puissant levier pour intensifier la décarbonation des économies, en poussant à un usage intensif des cultures (maïs, colza, betterave, voire blé) pour des productions non alimentaires, c'est-à-dire en priorité énergétiques. La production d'agrocarburants deviendrait majoritaire dans le secteur agricole. L'une des conséquences décisives serait alors une raréfaction des biens agricoles et alimentaires, occasionnant progressivement une forte hausse des prix agricoles et alimentaires, préjudiciable aux populations et aux budgets des Etats. La guerre en Iran peut ainsi se lire comme l'affirmation d'une possible concurrence, d'un système de rivalités acquisitives, pour le contrôle de la biomasse.

Les deux conflits en Ukraine et en Iran, qui ont été précédés par la crise économique et financière de 2007-2008 durant laquelle les prix agricoles et alimentaires avaient flambé, et précipité dans le même temps en 2011 des chocs politiques dans les pays arabes, ont comme conséquence réelle une recomposition des rapports de force sur l'échiquier agricole mondial.

La succession de conflits commerciaux par les droits de douane notamment, militaires, de tensions géopolitiques, porte en elle une accumulation de sismicité des systèmes alimentaires dans de nombreux pays, une menace de montée de l'insécurité alimentaire mondiale, à l'origine de laquelle peuvent émerger d'autres guerres. Se nourrir, se chauffer, se déplacer..., des conditions matérielles d'existence qui restent fondamentales dans le capitalisme mondial, mais qui apparaissent lourdement malmenées par les conflits et les guerres qu'il porte en lui et qu'il déclenche.

Thierry Pouch est économiste. Il est chercheur associé au Laboratoire Crieg-Regards de l'Université de Reims Champagne-Ardenne. Dernier ouvrage paru, *Russie-Ukraine : une guerre hybride. Aux origines agricoles d'un bouleversement mondial*, éditions Armand Colin, avec Sébastien Abis et Arthur Portier, 2026.